

Intersyndicale CGT-FSU-SUD Culture

cgt@bnf.fr, fsu@bnf.fr, sudbnf@hotmail.fr

AUX LECTEURS DE LA BnF : VOTRE BIBLIOTHEQUE EST EN DANGER !

A la BnF, la réduction des budgets et des effectifs se poursuit sans répit et a de graves conséquences sur le fonctionnement de la bibliothèque.

Les budgets

La diminution historique du budget de la culture se traduit pour notre établissement par une baisse de subvention de 5,4 Md€ pour l'année 2013. Sur les trois prochaines années, 11 millions d'économies sont à rechercher amenant les subventions dédiées à notre établissement à un niveau à la baisse jamais atteint.

Les effectifs

Malheureusement, la politique conduite par le précédent gouvernement se poursuit avec une suppression pour l'année 2013 de 59 emplois portant à plus de 260 le nombre de postes supprimés en quelques années.

Tout cela a des conséquences graves sur l'accomplissement de nos missions et sur les services offerts aux usagers :

- Une baisse des budgets d'acquisition de - 25 % en 3 ans qui provoque un abaissement de l'offre documentaire
- Des budgets de conservation en forte diminution qui ne permettent plus d'assurer une politique de conservation digne d'une bibliothèque nationale
- Des mesures drastiques touchant les conditions d'accès faute de personnels suffisants : ouverture réduite du Haut de jardin en été de 13h à 19h du mardi au samedi, fermeture le dimanche et communication directe réduite en Rez-de-Jardin de 10h à 16h et le samedi jusqu'à 13h
- Fermeture du vestiaire du hall Ouest, remplacé par des consignes automatiques
- Réduction du personnel présent en pied-de-tour pour l'accès au Rez-de-Jardin.

Des projets contestés qui portent préjudice aux missions de service public de l'établissement :

- L'occupation d'espaces de la BnF au bénéfice de la société MK2 censée rapporter une redevance ridiculement faible eu égard au sacrifice consenti
- La signature de deux accords de numérisation des collections de la BnF conclus avec des partenaires privés concernant 70000 livres anciens et 200.000 disques : des collections tombées dans le domaine public mais dont l'accès distant sera payant et permettra à ces sociétés privées de dégager des bénéfices avec la commercialisation de collections publiques.
- La cession de l'immeuble Louvois, site du Département de la musique faute de budgets suffisants pour sa réhabilitation

Ensemble, exigeons des moyens financiers et en personnel à la hauteur des besoins pour accomplir pleinement nos missions de bibliothèque nationale.